



DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

communiqué

No:
No.: 82

DIFFUSION:
RELEASE:

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 25 OCTOBRE 1979

NOTES POUR UNE DÉCLARATION
DE MONSIEUR DOUGLAS ROCHE, DÉPUTÉ,
SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE AU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET
REPRÉSENTANT DU CANADA
AU DEUXIÈME COMITÉ
DE LA 34^E SESSION RÉGULIÈRE DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES,
NEW YORK, LE 24 OCTOBRE 1979

"AIDE ALIMENTAIRE"

Monsieur le Président,

En ouvrant la cinquième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation à Ottawa le mois dernier, le nouveau Premier ministre du Canada, le Très honorable Joe Clark, a décrit la faim comme un affront à la dignité humaine. En 1974, année où se tenait la Conférence mondiale de l'alimentation, on avait estimé à 455 millions le nombre des affamés dans le monde; ce chiffre est maintenant dépassé, et on peut craindre des ravages encore plus grands pour l'avenir. Toutefois, les champs et les océans du monde produisent assez d'aliments pour nourrir l'humanité. C'est pourquoi M. Clark déclarait que ce n'est plus la nature, mais bien l'homme, qui est maintenant le véritable problème.

La situation alimentaire mondiale est une question internationale qui intéresse grandement le Canada. Notre pays est considéré comme l'un des greniers du monde, puisque sa production alimentaire dépasse de beaucoup sa consommation. Pourtant, peu de problèmes peuvent susciter autant d'intérêt, de préoccupation et de colère chez le Canadien moyen qu'une pénurie alimentaire ou une mauvaise distribution des aliments dans une région quelconque du monde. En outre, cet intérêt ne se limite pas aux seuls producteurs et négociants, même si le secteur alimentaire est et restera pour nous un secteur d'exportation vital. Nous nous réjouissons de voir notre aide alimentaire parvenir aux populations affamées, mais nos producteurs n'ont pas intérêt à maintenir une dépendance à l'égard d'une telle aide ou même d'importations de denrées alimentaires pourtant essentielles. Nous voulons plutôt que l'on parvienne à une demande commerciale adéquate dans un monde où un plus grand nombre de peuples et de pays sont en mesure de se nourrir eux-mêmes et de vendre leur production.

Il est essentiellement dans l'intérêt du Canada et des autres pays industriels avancés d'appuyer une relance des investissements et un accroissement substantiel de la production alimentaire dans les pays en développement, ce qui aidera ces derniers à satisfaire les besoins nutritifs de leur population croissante et favorisera leur rôle de partenaires à part entière sur la scène mondiale. Il est évident que la hausse de la demande de céréales alimentaires dépasse les capacités de production des seuls fermiers nord-américains. La satisfaction de cette demande exigera d'énormes investissements, tant dans les pays développés qu'en développement.

L'ensemble du domaine de la coopération au développement est le mieux compris par les Canadiens lorsqu'il vise à promouvoir l'autosuffisance, surtout alimentaire, chez

les populations les plus pauvres et les plus vulnérables; si elle est bien menée, cette forme d'aide recevra l'appui des contribuables canadiens, quel que soit l'état de la conjoncture économique au pays. C'est pourquoi le Premier ministre Clark a pu, devant le Conseil mondial de l'alimentation, engager sans réserve son gouvernement à continuer de contribuer 400 millions de dollars chaque année au développement agricole et rural par les voies bilatérales et multilatérales. Les organisations non gouvernementales et les groupes de recherche agricole sont également des instruments essentiels à cette coopération.

Même si le Canada est un élément important du système alimentaire mondial, nous reconnaissons que nous ne sommes qu'une composante d'un ensemble beaucoup plus imposant. C'est cet ensemble que nous devrions examiner de façon critique, cinq ans après que les membres de la communauté internationale se soient rencontrés, dans un climat de crise, à la Conférence mondiale de l'alimentation. Au plan international, malgré des stocks céréaliers sans précédent, nous n'avons pu constituer un système de sécurité alimentaire mondiale capable d'éviter que ne se reproduise une crise comme celle qui a sévi de 1972 à 1974.

Le Canada s'est engagé à oeuvrer en vue d'un accord international sur les céréales qui jetterait les bases d'un tel système de sécurité. Nous restons convaincus que la sécurité alimentaire mondiale doit se fonder sur des arrangements internationaux qui assurent des rendements stables et adéquats aux producteurs, permettant ainsi de faire les investissements nécessaires pour accroître la capacité de production et améliorer l'infrastructure.

Etant donné que la communauté mondiale n'a pas encore trouvé de compromis raisonnable entre nations productrices et nations consommatrices, les pauvres du monde sont toujours dans un état de très grande vulnérabilité. Nous voulons que la communauté internationale puisse donner une réponse adéquate lorsque l'accord international sur le blé (1971) expirera dans un an et huit mois. Pour contribuer en partie à l'apport d'aide de soudure qui sera nécessaire, le gouvernement canadien a accepté de négocier une nouvelle convention relative à l'aide alimentaire et ce, indépendamment d'une convention sur le commerce du blé bien que le premier sera toujours lié à l'accord de 1971. Comme il l'a mentionné lors des négociations sur le blé, le Canada entend fournir annuellement 600,000 tonnes de céréales dans le cadre de la nouvelle convention relative à l'aide alimentaire. Nous sommes fort conscients que les besoins d'aide alimentaire sont encore plus importants que les engagements jusqu'à date, et nous incitons les autres Etats qui le peuvent à faire ou à accroître leurs contributions dans ce domaine.

A plus long terme, il y a lieu d'être encouragés par le doublement de l'aide internationale au développement destinée à la production alimentaire entre 1973 et 1977, les organismes multilatéraux comptant pour la plus grande partie de cet accroissement. Toutefois, dans son rapport, le Conseil mondial de l'alimentation se préoccupe grandement de ce que les niveaux observés et projetés d'investissements dans la production et la distribution alimentaires sont encore bien loin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population mondiale en expansion.

Les pays en développement eux-mêmes continuent de connaître le double défi de la production et de la distribution, en dépit des efforts considérables et des améliorations notables observés dans certains pays.

La croissance de la production dans l'ensemble du tiers monde a à peine suivi le rythme de l'expansion démographique et ne reflète généralement aucune évolution positive par rapport aux années 60. Les pays qui ont pu améliorer considérablement leur production et leur distribution peuvent à juste titre se féliciter de leurs réalisations, puisque ces objectifs vont souvent à l'encontre des tendances sociales et sont considérablement influencés par un grand nombre de conditions économiques et autres.

Je dois pourtant dire, Monsieur le Président, que nombre de pays n'ont pas atteint le niveau de réalisations qu'ils auraient pu obtenir. Malgré les appels des nombreuses conférences et les déclarations des nombreuses délégations ici représentées en faveur d'un traitement prioritaire des questions alimentaires et agricoles, les investissements agricoles publics dans de nombreux pays en développement sont loin d'être proportionnels à l'importance que joue l'agriculture dans la vie économique et sociale de ces pays, que cette importance soit mesurée en fonction du PNB ou de l'emploi. Ils ne sont pas si rares les pays en développement dans lesquels le déclin ou la stagnation de la production agricole est davantage fonction d'un choix politique que de circonstances climatiques ou d'autres facteurs naturels.

L'une des contraintes du développement alimentaire et agricole a sans doute été l'inadéquation des services nationaux de gestion et de planification alimentaires. Dans son rapport, le Conseil mondial de l'alimentation mettait une insistance toute particulière sur l'utilisation de stratégies nationales du secteur alimentaire qu'il considérait comme des instruments prometteurs pour les pays à déficit alimentaire. Le Canada croit fermement que de telles stratégies nationales à long terme peuvent jouer un rôle clé dans la mobilisation des énergies et des ressources des

pays développés, certes, mais encore plus à l'intérieur même des pays en développement et ce, en vue de parvenir à des politiques plus autonomes favorisant le développement alimentaire et agricole.

Nous sommes confiants que de telles stratégies, en veillant à ce que les ressources soient orientées vers les projets bien planifiés et efficaces, accroîtront l'appui politique qu'accordent les populations des pays développés au transfert de ressources additionnelles pour aider à réaliser ces objectifs. Le Canada était donc heureux d'annoncer à la réunion d'Ottawa qu'il met sur pied un fonds spécial de deux millions de dollars pour aider les pays en développement à préparer des stratégies nationales à long terme du secteur alimentaire pour les années 80. Nous espérons que d'autres pays pourront se joindre au Canada pour contribuer les crédits nécessaires à cette fin.

Le Conseil mondial de l'alimentation et la Conférence sur la réforme agraire et le développement rural ont souligné la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures plus directes pour vaincre la malnutrition et obtenir une distribution alimentaire plus équitable, ainsi que pour assurer que cet accroissement de la production alimentaire profite aux affamés et aux malnutris. A la Conférence de Rome en juillet, c'est le président Nyerere de la Tanzanie qui a esquissé cinq conditions essentielles au développement rural des pays du tiers monde, quel que soit leur système. Il a souligné que la création de telles conditions exige toujours une ferme détermination politique et ne se fait jamais sans peine. Dans presque tous les pays en développement, a-t-il affirmé, ces choses exigent une révolution dans les structures actuelles des dépenses et de la fiscalité publiques.

Au moment où nous préparons ensemble une stratégie internationale du développement pour les années 80, ces changements internes seront inévitablement tout aussi essentiels au processus que ne le seront les changements structurels au plan international. Les réalisations obtenues au chapitre de la nutrition (et non seulement de la production alimentaire), des investissements ruraux, de la réforme foncière et de l'emploi seront les grands jalons au regard desquels on pourra mesurer les progrès des pauvres et nos propres progrès en matière de développement.

Monsieur le Président, le Canada a toujours appuyé fermement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire et les institutions internationales de recherches agricoles mondial (PAM), organismes que nous félicitons pour leur excellent travail.

Le PAM est notamment un bon exemple de la réussite d'une initiative des Nations unies. Lorsqu'il a été mis en oeuvre à titre expérimental en 1962, les pays membres se sont engagés à y verser 90 millions de dollars. Le Canada y versera à lui seul 95 millions de dollars en 1979 et 1980. Cette contribution témoigne de sa préoccupation pour la situation alimentaire mondiale actuelle, de la conscience qu'il a de ses responsabilités internationales et de sa satisfaction devant les réalisations du Programme. Nous aimons le programme parce qu'il a pour objectif de donner de la nourriture à ceux qui en ont le plus besoin et parce qu'il a su innover en utilisant l'aide alimentaire comme une assistance directe pour promouvoir le développement agricole, améliorer la nutrition, encourager la fréquentation scolaire, obtenir des bourses de formation professionnelle et faire participer les gouvernements à de bons programmes sociaux. Nous étions évidemment fort heureux que l'ONU et la FAO aient jugé bon de nommer un Canadien, Gerry Vogel, au poste de Directeur exécutif du PAM; nous nous en voudrions de ne pas le féliciter, lui et son personnel, pour l'excellent travail accompli.

Monsieur le Président, les pays développés peuvent contribuer à un environnement sain qui favorise le développement agricole et alimentaire dans le tiers monde, et nous pouvons apporter les compétences et les ressources là où elles sont nécessaires pour renforcer des efforts nationaux bien planifiés et visant une transformation socio-économique. Tout compte fait, cependant, nous ne jouons qu'un rôle d'appoint en ce qui concerne le développement et la lutte contre la faim.

Le Canada est disposé à continuer d'aider à répondre à des besoins alimentaires d'urgence, comme ceux nécessités par la grande crise qui secoue actuellement le Kampuchea. Nous devrions contribuer grandement à combler les déficits alimentaires passagers et à garantir la stabilité des mécanismes de sécurité alimentaire. Je crois toutefois qu'au cours des dix prochaines années, les Canadiens voudront d'abord et avant tout que nous concentrons les ressources sur l'aide aux pays qui s'engagent sans équivoque, tant par leurs politiques que par leurs investissements, à favoriser chez eux l'autarcie alimentaire. Nous pouvons certainement convenir que l'objectif de l'élimination de la faim doit avoir la première priorité et ce, dans l'optique des besoins essentiels, des droits de la personne et de la coopération internationale pour le développement.

Lors du débat général au sein de cette Commission il y a quelques semaines, mon collègue de la Jamaïque a fait état d'une convergence de beaux mots et déploré l'absence de ce

qu'il percevait comme la volonté politique nécessaire pour traduire dans le concret des objectifs apparemment convenus. Dans aucun autre secteur cette divergence entre la rhétorique et l'action n'est-elle plus évidente que dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Il sera difficile de créer la volonté politique nécessaire pour accroître les apports de ressources des pays développés si les pays en développement ne sont pas fermement décidés à accorder une haute priorité aux secteurs alimentaire et agricole.

Le moment est venu de faire converger la rhétorique et l'action. Pour ce faire, il faut que pays développés et en développement concentrent leurs efforts politiques. L'homme a maintenant les moyens d'éliminer la faim. Erigeons ensemble un monde meilleur où chaque citoyen jouira de son droit vital à l'alimentation, sans lequel il ne peut jouir d'aucun autre droit.